

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

Protection des enfants : prenons tous conscience d'une société française malade

© François Stijepovic



Nous sommes toutes et tous submergés par la mise en lumière des violences qui touchent de nombreux enfants dans notre pays. Ces violences sexuelles qui ont lieu dans tous les milieux et dans des cadres différents (familial, religieux, éducatif, culturel et sportif notamment), appellent, enfin, à une prise de conscience de l'ampleur du phénomène et à des actions résolues, de moyen et long termes. L'émoi et la colère qui s'expriment ne peuvent conduire, une fois de plus, à ce qu'une autre actualité remplace simplement bientôt celle-ci. Ces drames, à la suite de tant d'autres, sont à la fois le résultat de dysfonctionnements majeurs, mais aussi de manques réitérés de la protection due à tous les enfants de notre pays.

Quand des centaines de milliers de signalements et de plaintes sont en attente ou n'ont pas potentiellement les moyens d'être correctement suivies, il faut, le cas échéant, sanctionner les fautes et les échecs. Mais réduire ces drames en accablant quelques juges et gendarmes, voire l'ensemble de leurs professions, ne changerait rien à la responsabilité qui est celle de tous les adultes de notre pays. C'est notre société entière qui est malade des mauvais traitements infligés à de trop nombreux enfants. Dans la colère et l'émoi dont témoigne tout le pays, l'Uniopss rappelle les fondamentaux que nous exprimons depuis des années : favoriser la parole de l'enfant, développer des repérages précoces, prévenir au mieux les passages à l'acte. Nous réclamons plus largement

une grande politique de l'enfance qui s'adresse et prend en compte tous les enfants du pays. Et la réponse à ce que nous vivons demande de mettre en place une éducation dès le plus jeune âge, en particulier pour les garçons, sur le respect d'autrui et de son consentement, à relier avec l'ensemble des mesures de prévention des violences sexistes et sexuelles qui touchent les femmes en France, violences qui s'appuient sur les mêmes ressorts.

Ces vies abîmées ou détruites appellent à un sursaut collectif dont les associations des solidarités et de la santé doivent être parties prenantes car, par nos actions quotidiennes, dans tous les territoires, les bénévoles et les professionnels, dans les champs sociaux, médico-sociaux, sanitaires, socio-judiciaires et du lien social, peuvent être celles et ceux qui évitent au maximum les passages à l'acte et le repérage des premiers signes de comportements suspects ou de violence.

Dans la loi qui sera discutée en juillet à l'Assemblée nationale, c'est la parole que portera l'Uniopss, en répétant, encore une fois, que pour ce qui concerne spécifiquement les dispositifs de la protection de l'enfance, ce n'est pas d'une nouvelle loi dont nous avons besoin. Il s'agit avant tout que chaque autorité publique agisse en fonction de ses missions, et que les acteurs de terrain soient réellement acceptés pour co-construire les politiques publiques, puisque nous les mettons en œuvre, et dotés des moyens et du nombre de professionnels correspondant aux besoins. ●

**Union
SOCIALE**

Revue mensuelle d'information
et de liaison du réseau
UNIOOSS - UNIOOSS

15 rue Albert - CS 21306
75214 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 36 35 00
Fax : 01 47 00 84 83
www.uniopss.asso.fr



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Daniel Goldberg

RÉDACTEUR EN CHEF

Antoine Janbon

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Valérie Mercadal

RÉDACTEURS

Stéphanie Barzasi, Juliette Capelle,
Juliette Cottin, Stéphane Lenoir,
Charlotte Penot.

PHOTOS

Jean-Marc Armani, Frédéric Fournier,
Michel Le Moine, Françoise Stijepovic.

RELECTURE

Marie-Alexandrine Louis-François

PUBLICITÉ

Antoine Sourdeix

MAQUETTE

Michel Terrade

IMPRIMERIE

Cent'Imprim
36101 Issoudun cedex

© Union Sociale, reproduction
interdite, sauf accord de la
rédaction.

ABONNEMENT

France : 60 euros

Étranger/hors EU : 70,50 euros

Le numéro : 10 euros

(règlement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de UNIOOSS
section I même adresse).

CLAP n° 0727 G 82025

ISSN 0041-7041.9717

Dépôt légal : 07010149

Ce numéro a été tiré à 2 600 ex.

ANNONCEURS

- NOVRH p. 2
- Uniopss p. 4
- Uniopss p. 25
- Uniopss p. 27
- Semaine Bleue p. 28

Photo de Une

© Jean-Marc Armani

Ce journal est
imprimé selon le label

